

Enlèvement et traitement du fumier de l'ENVT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MAR-2025-000030

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 Objet.....	3
1.2 Forme de l'accord cadre	3
1.3 Décomposition en tranches	3
1.4 Sous-traitance	3
1.5 Réalisation de prestations similaires	3
1.6 Représentation des parties	3
ARTICLE 2 – DUREE ET RECONDUCTION DE L'ACCORD CADRE	4
2.1 Durée de l'Accord-Cadre.....	4
2.2 Reconduction	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
3.1 Pièces particulières	4
3.2 Pièces générales	4
ARTICLE 4 – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	4
ARTICLE 5 - PRIX - VARIATION DU PRIX.....	5
5.1 Montant de l'accord cadre.....	5
5.2 Modalités de détermination des prix	5
5.3 Forme du prix	5
5.4 Clause de sauvegarde	5
ARTICLE 6 - CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT.....	6
6.1 Retenue de garantie	6
6.2 Avance.....	6
ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	6
7.1 Règlement du prix.....	6
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	7
8.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	7
8.2 Conditions d'exécution des prestations.....	7
ARTICLE 9 – PENALITES / PRIMES	7
9.1 Pénalités	7
ARTICLE 10 - GARANTIES	7
ARTICLE 11 - ASSURANCES.....	7
ARTICLE 12 - LITIGES	7
ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES.....	8
ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 15 – CLAUSES DE REEXAMEN.....	8
14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	8
14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	9
ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	9
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

1.1 Objet

L'accord cadre régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet l'enlèvement et le traitement du fumier de l'ENVT ainsi que la fourniture (achat, location et livraison) des divers conteneurs homologués pour la collecte des déchets.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cet accord cadre pour les raisons suivantes : La description des prestations dudit Accord-Cadre ne permet pas d'identifier des lots distincts.

1.2 Forme de l'accord cadre

L'accord-cadre est à bons de commande.

Chaque bon de commande précisera :

- * le contenu et les quantités des prestations à réaliser,
- * le montant du bon de commande.
- * Le cas échéant :
 - les conditions particulières d'exécution,
 - les conditions particulières de livraison et d'admission,
 - les délais de livraison ou d'exécution,
 - le lieu de livraison ou d'exécution,
 - les documents à fournir à la livraison ou à l'admission.

Nombre d'attributaire :

- ✓ L'accord-cadre est mono-attributaire.

1.3 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur. A cet effet, il présentera un acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus.

1.5 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'Accord-Cadre, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent Accord-Cadre.

1.6 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG FCS, dès la notification de l'Accord-Cadre, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'Accord-Cadre et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire de l'Accord-Cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution de l'Accord-Cadre.

ARTICLE 2 – DUREE ET RECONDUCTION DE L'ACCORD CADRE

2.1 Durée de l'Accord-Cadre

La durée de l'accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur pourra émettre des bons de commande pendant la durée de l'accord-cadre. En cas de reconduction, cette disposition s'appliquera à chaque période de reconduction.

2.2 Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit à sa date d'anniversaire, sans que sa durée totale, périodes de reconduction comprises, ne puisse dépasser le 31/08/2028.

A défaut de décision expresse de non reconduction au plus tard deux (2) mois avant l'expiration de l'accord-cadre, la reconduction est tacite. Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne pourra pas refuser cette (ces) reconduction (s).

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

3.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- Le présent Acte d'Engagement à utiliser pour présenter une offre ;
- Le bordereau des prix unitaires (Annexe 1) jointe au présent acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- Les actes modificatifs pris au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3.2 Pièces générales

- le CCAG fournitures courantes et services – CCAG FCS d'avril 2021.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Cas d'un accord-cadre passé par une personne publique soumise aux dispositions des articles R.2191-3 à 63 du code de la commande publique

Sauf le cas d'un accord-cadre mono-attributaire avec un minimum, il ne peut être délivré, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG FCS, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, pour l'accord-cadre lui-même.

En revanche, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande pour chacun des bons de commande qui seront notifiés, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité pour ces bons de commande en vue de permettre aux titulaires de céder ou de nantir les créances résultant des bons conformément aux dispositions des articles R.2191-46 et 47 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser des échanges dématérialisés ou à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 5 - PRIX - VARIATION DU PRIX

5.1 Montant de l'accord cadre

Accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur

Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur les bases suivantes : *Application des prix unitaires tels que fixés dans le bordereau de prix aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.*

Le bordereau de prix identifie les prix établis sur la base du CCTP.

Le montant maximum de commandes sur la durée totale l'accord-cadre (périodes de reconduction comprises) en valeur est de 100 000 € HT.

5.2 Modalités de détermination des prix

Les prestations sont réglées au titulaire par application des prix unitaires figurant au bordereau de prix en fonction des quantités réellement exécutées.

Ils s'entendent à compter de la réception de la facture, après service fait.

Ils sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'Accord-Cadre, notamment, réunions techniques, visites, comités de pilotage.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'Accord-Cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix de l'Accord-Cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

5.3 Forme du prix

Le présent accord-cadre est passé à prix ferme la première année. Les prix sont révisables par la suite. C'est-à-dire qu'ils subiront une révision annuelle (date d'anniversaire du présent accord-cadre) sur la base des index connus à cette date selon la formule suivante :

L'index national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix est : *ICMO2 = indice lié à la collecte des ordures ménagères*

Son montant sera révisé selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_o}$$

dans laquelle I_m est le dernier index national connu à la date d'anniversaire du présent Accord-Cadre et I_o est la valeur prise par l'index, au mois M_o .

Le mois M_o est le mois de remise des offres.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

5.4 Clause de sauvegarde

Si l'ENVt constate une augmentation supérieure à 10 % du prix initial, il se réserve le droit de ne pas reconduire le présent accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité. Le paiement des factures correspondant à des prestations déjà effectuées pouvant seul être exigé.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT

6.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

6.2 Avance

Sans objet

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

7.1 Règlement du prix

7.1.1 Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.1.2 Facturation

En application des dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014, la transmission des factures par voie électronique est obligatoire pour les grandes entreprises depuis le 01/01/2017 et le sera pour les PME à compter du 01/01/2019.

La facture dématérialisée doit être déposée sur la plateforme chorus à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET de l'ENVT **19310153200011** ainsi que le numéro du marché, le numéro de la commande.

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Les éléments suivants devront être mentionnés sur la facture qui sera adressée à :

ENVT
23 Chemin des Capelles
BP87614
31076 TOULOUSE CEDEX

- Les nom et adresse du créancier
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement,
- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro du bon de commande,
- Les prestations objets de la facture,
- Le montant hors TVA éventuellement ajusté,
- Le taux et le montant des taxes (TVA, taxe parafiscale, etc.),
- Le montant total des prestations réalisées.

7.1.2 Règlement

Les paiements des prestations afférentes aux bons de commande se font par mandat administratif.

En cas de bon de commande confiant la réalisation d'une prestation d'une durée inférieure à un mois, le règlement du prix du bon de commande s'effectue en une seule fois après réalisation de la prestation et réception des prestations (service fait).

En cas de bon de commande confiant la réalisation d'une prestation s'exécutant sur plusieurs mois, le règlement du prix de la prestation s'effectue le rythme de paiement des factures sera défini par le service bénéficiaire (annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel en fonction du montant du bdc).

Le délai de paiement est de 30 jours.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus

récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui est retournée, le délai global de paiement étant interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification de l'accord-cadre est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci doit être transmis sans délai au pouvoir adjudicateur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

8.2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante :

Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT)
23 chemin des capelles, BP 87614, 31076 Toulouse Cedex

ARTICLE 9 – PENALITES / PRIMES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée

9.1 Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, Les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes : 150 € par jour de retard par rapport à la date de collecte.

9.2 Pénalités pour retard dans la remise de documents.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans la remise de document à fournir à la livraison par le fournisseur ou après exécution par le prestataire, tels que définis, une pénalité provisoire d'un montant forfaitaire de 100 € sera opérée.

En application de l'article 14.1.3 du CCAG FCS le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

En complément, **une exonération des pénalités au delà de ce seuil pourra être envisagée sur décision du pouvoir adjudicateur.**

ARTICLE 10 - GARANTIES

Aucune garantie n'est prévue.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le prestataire désigné devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du maître d'ouvrage d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Tous les termes relatifs à la protection des Données Personnelles utilisés dans le présent article doivent être interprétés conformément au Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après le « Règlement Européen »).

Dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, le Titulaire pourra avoir accès, se voir communiquer ou être amené à traiter des Données Personnelles pour l'ENVT.

Tout Traitement de Données Personnelles confié au Titulaire par l'ENVT devra être réalisé en conformité avec les obligations résultant de l'application de toute législation applicable relative à la protection des données personnelles et de la vie privée, et notamment la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement Européen.

Les Données Personnelles doivent être considérées comme les informations confidentielles et avoir à minima le même degré de protection que les Informations Confidentielles.

Pour les besoins du présent article, les données personnelles incluent celles chez le sous-traitant.=

ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG FCS.

ARTICLE 15 – CLAUSES DE REEXAMEN

14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	3.1
38	14
3.5.4	14.2

Fait à

"Lu et Accepté"

Le prestataire